

# Consortium de Solidarité avec Madagascar

## La Lettre [ n°10-11 ]

<http://madagasconsortium.free.fr>

décembre 2007-janvier 2008

### Sommaire :

- \* **Le mot de la rédaction** (p.01)
- \* **Editorial. Légitimation par sa structuration démocratique de la plateforme des OSCM : pari largement tenu !** (p.01)
- \* **Extorsion de terres paysannes. Ambohibary Sambaina en résistance !...** (p.02)
- \* **Procès de la "jacquerie d'Ankorondrano" Des peines capitales et des emprisonnements pour l'exemple ?** (p.02)
- \* **Ilménite, zircon, Ehoala : Expression syndicale... Nécessité d'un dialogue social sincère et permanent sur le projet minier de Rio Tinto à Fort-Dauphin** (p.03)
- \* **A.P.E. et détermination syndicale unitaire Communiqué syndical commun** (p.04)
- \* **La « preuve de pertinence » par le Sommet de Lisbonne Syndicats malgaches et enjeux A.P.E.** (p.05)
- \* **Archives : Document de la Société civile malgache Déclaration de la PFNOSCM sur les élections présidentielles du 3 décembre 2006** (p.06)
- \* **La parole à Lalao Randriamampionona. Interview ...** (p.07)
- \* **« FITIA ». DRV et lutte contre le trafic des personnes** (p.08)
- \* **« Voyage solidaire ». Touriste trop curieux et trop bavard à Fort-Dauphin** (p.09)
- \* **Dernière minute : Municipales, « Très Grosse Vacherie »...** (p.09)
- \* **Courrier de lecteurs** (p.10)

### Le mot de la Rédaction

#### « Irrégulomadaire » !

La re-voici, avec nos excuses, *La Lettre du consortium de solidarité avec Madagascar* après une petite longue absence qui en a inquiété plus d'un parmi vous, ses lecteurs... Merci à ceux-là d'avoir ainsi manifesté leur intérêt pour ce moyen de communiquer et travail bénévole ! Mais rassurez-vous, la solidarité du Consortium avec la société civile malgache et l'engagement de sa Lettre envers ses lecteurs restent entiers. Il y a juste que, impliqués-coincés dans nos « terrains-et-initiatives » respectifs de solidarité avec Madagascar, le temps nous a manqué pour nous mettre à la tâche d'écriture à temps de ce numéro. Mais comme vous le voyez il s'est finalement fait, ... avec du « stocké »-toujours-pertinent et du tout-frais-tout-chaud ! C'est dans l'ordre des choses : cette Lettre est « irrégulomadaire »... de naissance !

Au fait, Meilleurs vœux solidaires à tous pour 2008 !... [ et notez que *La Lettre* a cette fois-ci, pour les vœux, pris de l'avance !... ]

>> *La Rédaction*

**p.s. : N'oublions pas : le 26 janvier, se tiendra à travers le monde la JOURNÉE MONDIALE D'ACTION / « FORUM SOCIAL MONDIAL 2008 ». Un an après la participation significative des Nouveaux mouvements sociaux malgaches (Plateforme de la société civile, Conférence des travailleurs, Coalition paysanne, associations diverses et variées etc.) au Forum social mondial 2007 (qui a pu être restitué à la base à Madagascar) de Nairobi, il y a là un ESSAI À TRANSFORMER À MADAGASCAR sur cet aspect... [ [www.wsf2008.net](http://www.wsf2008.net) : le site pour promouvoir les actions et initiatives dans ce sens ]**

### Editorial

#### Légitimation par sa structuration démocratique de la plateforme des organisations de la société civile malgache : un pari largement tenu !

En juin 2002, une délégation de la Société civile française se rendait à Antananarivo pour rencontrer la Société civile malgache et lui apporter son soutien alors que le gouvernement français hésitait encore à condamner clairement le régime de Ratsiraka. Ce fut l'occasion pour des militants français (Survie, Cimade, Cedetim) de rencontrer cette Société civile épuisée par six mois d'arrêt complet de la vie économique dans la grande Ile, mais encore très dynamique. Il faudra quelques semaines encore et la reconnaissance internationale des grandes nations, pour que la France accepte de lâcher (\*) le vieux dictateur malade : c'est le ministre Villepin des Affaires Étrangères, qui viendra début juillet 2002, tenter de recoller les morceaux.

Depuis 2002, les associations nombreuses qui accompagnaient le processus populaire de rupture avec l'ancienne dictature, ont souhaité maintenir pour certaines d'entre elles, une organisation nationale de la Société civile malgache. Ce fut un processus long et parsemé d'embûches. En juin 2004, nous avons participé à la Convention nationale qui mettait en place l'organisation de cette Société civile à partir des six provinces qui allaient devenir Vingt deux Régions. Nous avons interviewé la Présidente de cette Plateforme nationale des organisations de la Société civile, Mme Lalao

Randriamampionona, de passage à Paris, qui nous fait le point sur la situation à fin 2007 de cette Plateforme assez unique, et qui est en passe de réussir son pari : être un vrai contre-pouvoir entre l'État, la Présidence de la République malgache et les bailleurs internationaux, y compris les toutes puissantes Institutions financières internationales.

Ce contre pouvoir est bien entendu encouragé par les uns et par les autres, et même financé, par tous. Heureusement que les affirmations généreuses sur le rôle et la place de la Société civile existent dans tous les documents de planification ou de programmation. Cela assure une représentativité nécessaire. Pour autant la Société civile se doit de s'élargir sans cesse à toutes les sphères de l'activité associative, et cela impose aussi une exigence de compétence, de dévouement et de désintéressement que quant à nous, nous n'hésitons à saluer d'ores et déjà.

>> *J.-Y. Barrère*

(\*) En fait, la France est très respectueuse en Afrique, de ses amis finissants : Bongo au Gabon, Eyadema père et fils au Togo, Biya au Cameroun, Deby au Tchad...

>> *Extorsion de terres paysannes*

### **Ambohibary Sambaina en résistance !**

Le quotidien *Madagascar Tribune* du 19 juillet 2007 nous rapporte que, la veille, « près de cinq mille personnes ont réagi d'une manière assez confuse devant la mairie de la commune rurale d'Ambohibary Sambaina dans la Région Vakinankaratra » (<http://www.madagascar-tribune.com/Revolte-des-paysans-a-Ambohibary,1187.html>). En fait, la manifestation en question cristallisait une montée de mécontentement de la population contre un système manipulateur d'extorsion de terres appuyé sur une confusion entre puissance publique et intérêts privés... au nom d'une mise en place au pas de charge d'une « révolution verte » avec, à la clef, une mécanisation agricole et une intensification des méthodes de culture. L'entreprise présidentielle Tiko est évidemment au cœur de l'Affaire puisque les manifestants paysans chargeaient clairement son ancien directeur régional devenu chef de région du Vakinankaratra. Auparavant, ce « Tiko boy » aurait essayé de convaincre les paysans du cru d'arrêter les cultures de contre saison (patates, carottes, choux-fleurs, navets et autres produits maraîchers) pour se convertir aux cultures intensives et aux fourrages : les terres seraient louées par Tiko. Pour ne pas arranger les choses, Tiko aurait déjà, dans cette région (où elle se fournit en lait et fruits), une détestable réputation de mauvais payeur. Le soupçon d'une volonté de remembrement autoritaire des terres devient, dans ces conditions, une véritable provocation.

Tout est allé très vite ! L'épreuve de forces a été engagée le 16 juillet (en pleine morte saison !) : le chef de région et le maire ont alors réuni la population d'Ambohibary Sambaina pour « dialoguer » de l'initiative du pouvoir local. Le 17 juillet, la station présidentielle MBS annonce pour le lendemain mercredi l'entrée en scène des engins, en fait pour casser les *tahala* ou *tahalaka* et *valam-parihy* qui ont des fonctions techniques et juridiques de délimitation des parcelles et de répartition de l'eau. Le contenu de l'intervention était on ne peut plus clair, la population n'en a pas été dupe ! Ce mercredi 18 juillet, les fameux engins ont été accueillis par des jets de pierre et ont dû rebrousser chemin. La répression n'a pas tardé : vendredi 20 juillet, 12 paysans furent

convoqués à Antsirabe vendredi et gardés à vue jusqu'au lundi suivant. Depuis, c'est le *stand by*... Mais tout le voisinage est en effervescence : Ambohibary Sambaina est « coincée » entre Ambohimandroso, déjà spoliée dans le temps par le Procoops ratsirakien, d'un côté, et Vinaninony, où un gendarme a été auparavant tué suite à des échauffourées, de l'autre.

La population d'Ambohibary Sambaina et les observateurs craignent que l'expropriation n'intervienne dès l'après-municipales. Pour mémoire, aux législatives de septembre dernier, le CNOE (Comité national d'observation des élections) a chiffré à 80% les abstentions dans la commune quand la Haute Cour constitutionnelle a tranché pour 55% d'abstentions, les bulletins des candidats d'opposition ayant par ailleurs « disparu ». Pour les municipales qui viennent de se tenir, le ministère de l'Intérieur affiche comme résultats à Ambohibary Sambaina, pour 100% des bureaux de vote, 52,89% de taux de participation, les candidats du TIM (maire et conseillers municipaux) caracolant à plus de 70% des votants. *A priori*, la confirmation du fort taux d'abstentions dans la circonscription devrait pousser les tenants du pouvoir à renoncer à se mettre à dos la majorité de leurs administrés.

Voilà, en tout cas, une mobilisation paysanne déterminée, courageuse et lucide, sur fond de litige foncier, de la même veine de celle d'Ankorondrano Analavory (Ampefy) que nous évoquions il y a un an (« Premiers signes d'une montée en puissance des luttes paysannes » <http://madagasconsortium.org/spip.php?article28>). D'un bout à l'autre de l'île, les enjeux de ce type se multiplient et ne manquent pas de se radicaliser contre le business autoritaire anti-paysan qui se croit tout permis maintenant. Il est désormais urgent que l'Etat, de manière « impartiale », engage des dialogues francs et sincères, à tous les niveaux, avec les populations paysannes et leurs organisations. Car ces paysans portent clairement une cause nationale et démocratique : ils ne se laisseront pas dépouiller !

>> *Consortium de solidarité avec Madagascar*  
(avec correspondants)

>> *Procès de la « Jacquerie d'Ankorondrano »*

### **Des peines capitales et des emprisonnements pour l'exemple ?**

Tribunal de Miarinarivo (à 90 km à l'Ouest d'Antananarivo) à la mi-novembre : procès d'une « rébellion paysanne » qui fit trois morts, une jeune villageoise et deux membres des forces de l'ordre. Procès exemplaire de 93 paysans du hameau d'Ankorondrano Analavory (Ampefy) inculpés pour avoir résisté collectivement, le 11 août 2006, aux forces de l'ordre venues les « désquatteriser » (comme on le disait à l'époque !) des terrains sur lesquels ils étaient installés depuis plusieurs années, sinon des décennies, mais qui étaient alors réclamés par leur acheteur, un riche promoteur... aux fins d'étendre son parc d'attraction voisin. *La Lettre du Consortium* a évoqué cette « jacquerie d'Ankorondrano », dans son numéro 9, en y décelant les « premiers signes d'une montée en puissance des luttes paysannes » ; c'était dire que cette affaire était exemplaire des situations de vive conflictualité avec les paysans du cru que l'agro-business autoritaire a propension à installer de plus en plus dans les campagnes malgaches.

Dans un contexte d'exacerbation de ce type de conflit ces dernières années (depuis 2003 où le pouvoir tente d'assouplir l'accès des investisseurs étrangers à la propriété foncière), il était

prévisible qu'une telle *intifada* paysanne ne pût pas recueillir une quelconque mansuétude de la part des tenants du pouvoir obnubilés par une obligation (implicite ou explicite) de résultats à montrer aux bailleurs et investisseurs étrangers. Ainsi, les peines prononcées lors du verdict, le 15 novembre dernier, de l'affaire de la « rébellion paysanne d'Ankorondrano d'août 2006 » ont été d'une incroyable teneur : 13 inculpés ont été condamnés à mort, 6 ont écopé de 12 ans de travaux forcés, un d'un an ferme et un d'un an avec sursis ; acquittement au bénéfice du doute pour le reste. [ Sources : *Les Nouvelles*, 16 novembre 2007, et *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (n°3228), 23 novembre 2007 ] Il y a là de quoi être interloqué ! Car les condamnations à mort ne sont pas courantes à Madagascar depuis l'Indépendance : celles-ci ont l'air d'être surfaites. Ensuite, on remarquera que le procès et le verdict ont eu lieu pendant le cafouillage pré-électoral des municipales : de là peut être découle ce fait très surprenant qu'aucune voix (politique, médiatique, défenseur des droits de l'Homme etc.) ne s'est fait entendre sur le sujet. D'ailleurs, on ne sait pas trop si ces inculpés ont-ils bénéficié des services de défenseurs et conseils tels que la Loi leur garantit...

Ce type de jugement fait peur et donne une image de barbarie. « *Aujourd'hui, la condamnation à mort des treize paysans d'Ankorondrano Analavory nourrit des craintes chez les ruraux par rapport aux investissements que les riches conduisent dans nos campagnes ?* » (Raw, *Madagascar Tribune*, 23 novembre 2007.) Ces craintes sont-elles créées pour tenter d'enrayer les frondes paysannes qui surgissent un peu partout à Madagascar ? Mais on

peut raisonnablement douter que ce genre de posture ultra-répressive décourage les paysans malgaches de leur volonté de lutter pour se faire entendre et comprendre dans ce qui est vital pour eux aujourd'hui : ne pas se faire exproprier...

>> *Consortium de solidarité avec Madagascar*

>> *Expression syndicale sur l'ilménite, le zircon, Ehoala...*

### **Nécessité d'un dialogue social sincère et permanent sur le projet minier de Rio Tinto à Fort-Dauphin (Madagascar)**

(cf. <http://www.liberationafrique.org/spip.php?article1835>)

Le dépôt de la Première pierre du port dédié d'Ehoala à Fort-Dauphin a été fait par le président Marc Ravalomanana le mardi 12 juin 2007. La télévision nationale a fait un matraquage médiatique pour annoncer qu'Ehoala serait le plus grand port de l'Océan Indien. Par civisme, il est bon d'informer le grand public d'une autre voix pour expliquer les enjeux afin d'ouvrir un dialogue sincère pour l'avenir socio-économique de Madagascar.

Avec la situation du port d'Ehoala (10 km à vol d'oiseau du centre ville de Fort-Dauphin), la commune urbaine de Fort-Dauphin est entrain de devenir un centre urbano-portuaire sous l'impulsion d'une seule entreprise étendue, QMM S.A., dont l'actionnaire majoritaire (80%) est Rio Tinto (une des plus grandes transnationales dans l'exploitation de minerais et de diamants dans le monde). Pour ceux qui arrivent difficilement à comprendre tous les enjeux, il suffit de voir sur les sites Internet : « Rio Tinto » ou exploitation minière de Richards Bay en Afrique du Sud. Pour le projet minier de Fort-Dauphin en question, il y a eu tellement de publications dont celle de la FISEMA et un forum de discussion sur Wanadoo Madagascar.

Ehoala servira à accueillir des bateaux minéraliers pour exporter du sable composé d'ilménite et de zircon. L'infrastructure va coûter environ 140 millions de dollars (estimé à 67 millions en 2001) dont 35 millions au nom du gouvernement malgache mais avancé par la Banque mondiale. Aucune information n'est avancée sur le financement des infrastructures annexes pour être un complexe plurifonctionnel pour les navires à conteneurs ou les soi-disant paquebots. Et toute installation d'une zone industrielle attenante nécessite de l'énergie suffisante et à bon marché. La question se pose ainsi sur la participation malgache : Est-ce encore par des emprunts au nom du peuple malgache ? Les 105 millions de dollars seront-ils encore le fruit d'un montage financier d'emprunts sur d'autres places financières ? Et pourquoi Rio Tinto est-elle la société mère du port d'Ehoala pendant toute la durée de l'exploitation minière de plus de 60 ans ? Pour résumer cette série de questions, la transparence qui est un des piliers de la bonne gouvernance doit être une culture encore à développer par les dirigeants de QMM et du gouvernement. La suspicion et l'absence de dialogue social sincère sont sources de polémiques et de conflits. Le fait d'informer les gens ne signifie, en aucune manière, une « consultation publique » tant que les rencontres sont à sens unique pour imposer les propositions de Rio Tinto. L'Afrique est tellement connue avec le syndrome hollandais, où les sites miniers ont engendré plus de conflits pouvant aller jusqu'aux guerres civiles.

Ce n'est pas en diabolisant ou en marginalisant les esprits critiques qu'on va arriver à un développement participatif et durable de Madagascar en général et, de la région de l'Anosy, en particulier. Le projet de Rio Tinto doit être vu, en premier abord, sous deux angles : l'exploitation minière et l'installation d'un port à

proximité d'une ville de 60.000 habitants. Le projet d'exploitation minière du sable noir se fera sous une couverture végétale à très forte biodiversité endémique. Le site est une zone habitée par une population locale installée depuis plus de mille ans. Pour mieux comprendre l'exploitation minière prévue, il suffit de visiter une mine fonctionnelle plus de 25 ans en Afrique du Sud à Richards Bay (RBM) ou un site récent au Kenya à Mombassa. RBM emploie actuellement environ 2.200 travailleurs spécialisés pour une production de 1,2 millions de tonnes par an. À Madagascar, QMM n'envisage d'exploiter sur une superficie de 6.000 ha en phase de croisière que 750 000 tonnes par an, mais cela dépendra du marché. Depuis l'existence de QMM en 1989, cette entreprise n'a pas encore officialisé les différents types de métiers pérennes avec les formations adéquates pour se former ou permettre aux Malgaches de se positionner. En cette année 2007, un inventaire estimatif de travailleurs étrangers présents à Fort-Dauphin est de 200 expatriés de toutes les nationalités avec des salaires largement supérieurs aux travailleurs malgaches. Tous les travailleurs malgaches de tous les secteurs d'activités subissent l'effet de l'inflation engendrée par la forte présence d'étrangers à cause d'une exploitation future de la terre des ancêtres. Les sacrifices de 1947 étaient pourtant axés sur l'abolition de la colonisation du « Tanindrazana » et l'amélioration des conditions de vie des indigènes.

Pour atténuer les mécontentements des malgaches, Rio Tinto utilise le service d'une équipe de collaborateurs malgaches pour faire du « marketing social » de façade avec des projets communautaires conditionnés pour cacher le non-paiement de fiscalité foncière et minière. Pourtant, Rio Tinto a gelé ou conditionné tout autre investissement sur 9 communes avec 100 km de littoral. Actuellement Rio Tinto a donc gagné sur tous les points : convention d'établissement votée à l'Assemblée nationale, autorisation environnementale accordée par le ministère de l'Environnement et, pas le moindre, l'exploitation exclusive d'un port en eau profonde pour toute la durée de l'exploitation minière. Face à tout cela, le peuple malgache doit réfléchir sur le reste à gagner ; sans oublier que dans la convention d'établissement, il est inscrit une protection des travailleurs expatriés tandis que les travailleurs locaux seront régis par le code malgache du travail inadapté pour le contexte. Les partenaires sociaux n'ont jamais eu l'occasion de faire un débat sans pression ou d'être entendus sur le projet de Rio Tinto. Le gouvernement malgache montre pourtant avec fierté aux rencontres internationales son adhésion au processus du dialogue social et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Pour le port, malgré le peu d'information mise à disposition du public, on peut avancer que la configuration sera un quai d'environ 8 mètres de profondeur avec des infrastructures pour des bateaux minéraliers de 35 000 tonnes. Ehoala sera un quai privé avec une limitation d'exportation de produits et d'utilisation, et il a fallu

15 ans pour trouver son financement. Pour le moment, il est difficile de voir les effets multiplicateurs sociaux de l'exploitation minière. Il est grand temps de mettre en place un dialogue sincère et permanent qui est vital pour prévenir des incidences négatives et pour améliorer les conditions de vie des malgaches de cette partie de l'île. La société médiévale de la région de l'Anosy est en train de se transformer en une société industrielle. Les mécontentements publiés périodiquement dans la presse prouvent que la population n'a pas été préparée à cette évolution.

Pour conclure, un regain de patriotisme devrait désormais se réveiller pour réfléchir sur la position commune du peuple malgache face au néo-libéralisme sauvage et à la non maîtrise de l'exploitation de nos ressources minières. Le prolétaire de la région de l'Anosy survit tandis que les cadres malgaches n'arrivent plus à faire des épargnes dans leur propre pays, à cause d'un minerai. Le sable noir est entrain de devenir une source de pauvreté au lieu d'être une source de prospérité. C'est ce qu'on peut appeler du

néo-colonialisme par le capital, nécessitant encore une nouvelle lutte de classes face à un apartheid social et salarial.

Un vrai projet de société doit être établi par et pour les malgaches. Sinon les grands projets miniers tels que Rio Tinto, DYNATEC, PAM Corp... n'ont pas leur raison d'être. Les organisations syndicales, et la FISEMA en particulier, ne cherchent qu'un consensus tripartite « gagnant-gagnant » pour les travailleurs, la population et les générations futures. Le manque de débat et le développement d'injustices sociales entraînent le recours à d'autres moyens que les syndicats ne recherchent pas forcément, sauf en cas d'entêtement des hauts responsables de l'Etat et des décideurs d'entreprises.

FISEMA, 30 juin 2007

>> José RANDRIANASOLO et Toky RAVOAVY

>> *A.P.E. et détermination syndicale unitaire*

### **Communiqué des organisations syndicales de Madagascar sur les Accords de Partenariat Économique (A.P.E.) entre l'Union Européenne et les pays A.C.P.**

Nous, organisations syndicales de Madagascar soussignées, Avons l'honneur de remettre solennellement la présente

**À son Excellence,  
Monsieur le Chef de la Délégation de la Commission européenne,  
Antananarivo**

Pour nous adresser

**à la Commission de l'Union Européenne  
au Parlement Européen.**

À l'occasion du 5<sup>ème</sup> anniversaire du lancement, le 25 septembre 2002, des négociations des Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'UE et les pays ACP,

Et à l'approche de la date butoir de décembre 2007,

Madagascar étant parmi les pays ACP et les moins avancés,

- nous manifestons par la présente notre refus de voir notre pays, composante de l'AfOA, contraint à la signature des APE à cette échéance, dans leur forme et leur contenu actuels ;
- nous demandons par conséquent le recul de cette échéance et l'approfondissement en toute bonne foi des alternatives envisageables.

Déterminés à soutenir l'esprit que les APE se focalisent sur le développement primant le commerce et que les APE comprennent intégralement le développement dans son rôle central et à sa place transversale dans les relations UE-ACP, nous dénonçons :

- une volonté de l'UE de faire de l'APE un cheval de Troie pour aller au-delà des exigences de cohérence de l'OMC,
- l'affirmation que le commerce amène automatiquement le développement,
- l'affirmation que les ACP soient automatiquement gagnants dans l'actuelle formule des APE,
- L'affirmation qu'il n'y a pas d'alternatives à la signature en décembre.

Nous sommes convaincus que la coopération UE-ACP doit être fondée sur :

- le soutien au développement durable de nos pays ACP et la réalisation des droits humains économiques, sociaux, environnementaux, culturels et civils,
- la non réciprocité et le traitement spécial et différencié pour les PMA,

- la reconnaissance à nos producteurs ACP du droit à protéger commercialement nos propres marchés locaux et régionaux comme nous et nos gouvernements l'estimons nécessaires,
- le soutien de nos droits, pays ACP à la souveraineté alimentaire,
- l'assurance de nos droits, pays ACP à l'espace politique nécessaire à la formulation et à la poursuite de nos propres stratégies de développement.

Conscients de l'enjeu commun avec les autres pays ACP,

- afin que la poursuite des négociations se fasse dans les meilleures conditions de cohésion sociale,
- et l'UE étant coresponsable de la réalisation effective des stipulations des accords de Cotonou dans notre pays, nous alertons l'Union Européenne et la nouvelle Assemblée Nationale malgache par la même occasion sur l'opacité de la gouvernance de ces négociations à l'instar de l'élaboration de Lois à « incitations sociales » sur les investissements et sur les Zones franches.

Nous demandons que la Représentation de la Commission Européenne résidente à Antananarivo appelle de manière significative le plein débat à Madagascar sur les APE :

- large débat avec les Syndicats à leur juste place spécifique ainsi que stipulé d'ailleurs dans les Accords de Cotonou,
- large débat sur la place du volet social dans la coopération Union Européenne – Madagascar,
- mise en place et activation effective du forum national pour la suite des négociations.

Nous affirmons, en conclusion, notre détermination à agir dans le sens de la présente déclaration, solidairement avec les Acteurs Non Etatiques, et au sein de celles-ci, avec les organisations des Travailleurs au niveau de l'Océan Indien, de l'AfOA, des ACP et de l'Europe.

Fait à Antananarivo, ce 27 septembre 2007

>> SEREMA, TM, FISEMARE, FISEMA, SEKRIMA, USAM, CSTM, SRMM

Ndlr : AfOA = groupe Afrique orientale et australe

>> *La « preuve de pertinence » par le Sommet de Lisbonne...*

## Les organisations syndicales malgaches au diapason des enjeux majeurs concernant les APE

Le Deuxième (après celui du Caire en 2000) « Sommet Union européenne-Afrique » qui s'est tenu à Lisbonne (Portugal), les 8 et 9 décembre derniers, a consacré le désaccord entre les deux entités sur l'essentiel de leur « coopération », particulièrement sur les APE (Accords de partenariat économiques) que les anciens colonisateurs et leurs associés veulent imposer aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique)... La majorité des 53 Etats africains, à l'exception de quelques pays à revenus intermédiaires, refusent en fait de signer les APE car la conscience des pièges de pillage et de mise sous tutelle (« de recolonisation », disent certains analystes plus clairement!) qu'ils déploient est de plus en plus largement partagée dans les populations. Les Etats et les gouvernements – fussent-ils des chantres du libéralisme – ne sont pas prêts de se mettre à dos des frondes populaires attendues, autrement dit à scier la branche sur laquelle ils sont assis ; là est sans doute la motivation et le paradoxe d'un Abdoulaye Wade, président du Sénégal (par ailleurs quasi VPR de cette autre monstruosité néolibérale appelée NEPAD), quittant précipitamment le sommet, après avoir discours vite fait pour dire son refus de donner son aval sans demander le reste. Le « front du refus » des progressistes africains (et de leurs alliés !) a donc fini par avoir raison du forcing européen.

« M. Barroso, le président de la Commission européenne, a dû s'engager à 'poursuivre le débat' sur les accords de partenariat économique. Les Africains ont pris les Européens au mot : puisque le Vieux Continent, piqué au vif par les succès chinois, leur propose d'instaurer une 'relation d'égal à égal', ils ont, samedi 8 et dimanche 9 décembre à Lisbonne, défendu sans complexe leurs intérêts. Personne ne peut jurer que ce sommet Union européenne-Afrique méritera le qualificatif d'« historique » proclamé lors de sa clôture. Aucune des crises du moment n'aura connu d'avancée dans son règlement pendant ces deux jours de rencontre. » (« A Lisbonne, l'offensive des pays africains contre l'UE », Philippe Bernard, *Le Monde*, 11 décembre 2007.) La suite du feuilleton n'est pas si évidente que cela. Quid de la mise en œuvre de cette stratégie (de sortie d'impasse) convenue pour établir une relation « d'égal à égal » ?

Le site de RFI donne quelques détails utiles à savoir. « Ces accords de partenariat économique ne sont pas des accords commerciaux, mais des accords de développement » (...), aurait-expliqué après-coup M. Barroso. « Le président de la Commission européenne s'engage à poursuivre les négociations. Il a même annoncé un calendrier, février 2008. (...) Ce partenariat ('d'égal à égal', Ndlr) comporte huit axes prioritaires qui doivent être mis en œuvre d'ici 2010. Priorité donc à la paix et à la sécurité, à la gouvernance démocratique et aux droits de l'homme, mais aussi énergie et réchauffement climatique, migration, mobilité et emploi ». Oui, mille fois Oui !, le front syndical malgache a eu raison de prendre les devants nationalement et régionalement dans cette affaire des APE. Oui, aux fins de faire aboutir les exigences légitimes des travailleurs et du peuple en général, plus que jamais la vigilance reste de mise pour les négociations qui vont reprendre : certains veulent continuer

de ruser pour faire passer des vessies pour des lanternes. Le texte ci-après d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions et l'aide aux citoyens) rappelle les enjeux majeurs concernant les APE.

>> *J.- C. Rabeherifara*

**ATTAC-Franc : « Sommet euro-africain de Lisbonne : le sursaut »**  
(<http://www.france.attac.org/spip.php?article7957>)

D'histoire et d'avenir communs, se masque de plus en plus difficilement la réalité de la conception que défend l'Europe dans ses relations avec l'Afrique : promotion d'intérêts économiques et financiers prédateurs, volonté de pérenniser un accès inéquitable aux ressources notamment minières et de renforcer la présence des entreprises transnationales européennes. Tels étaient les objectifs de l'Union européenne (UE) lors du sommet qui vient de se tenir à Lisbonne les 8 et 9 décembre. Il s'agissait pour l'UE de plier les pays africains à sa volonté, notamment en faisant en sorte qu'ils acceptent les accords de libre-échange baptisés « Accords de partenariat économiques » (APE). Une partie des gouvernements africains résistent, et de nombreuses organisations (syndicats, associations, ONG) africaines et européennes ont manifesté cette résistance lors d'un contre-sommet qui s'est tenu en parallèle au sommet officiel. Des représentants de tous horizons, du Nord comme du Sud, étaient regroupés pour marquer leur refus de relations systématiquement injustes. Ils ont fait des propositions, posé des revendications, marqué leur opposition aux APE. Une déclaration finale a été adoptée qui marque le début d'échanges réguliers. S'inscrivant directement dans l'Histoire, et contredisant les propos méprisants tenus par le président Sarkozy à Dakar en juillet dernier, les militants d'Afrique sont mobilisés. Si bien que le président sénégalais, conscient de cette résistance, a annoncé son refus de signer un APE, et a quitté la réunion officielle. Le président sud-africain a publiquement souscrit à la déclaration de son homologue sénégalais. Ce sursaut doit être salué. La mobilisation qui l'a permis également. Toutefois, l'Union européenne prépare la parade. Elle demande la signature d'un accord intérimaire qui serait assorti d'un moratoire sur l'augmentation des tarifs douaniers dont elle menace les pays qui auraient l'audace de ne pas signer. La tactique est connue : il s'agit de diviser pour mieux régner, en proposant des accords intérimaires différents selon les pays ou les régions. Cyniquement, l'UE appelle cela « renforcer la coopération régionale ». Attac exige que soit mis un terme à l'actuel projet d'APE, et appelle à une remise à plat totale des relations euro-africaines, afin que celles-ci ne soient pas mues par une volonté de domination et de prédation sous la bannière du libre-échange.

[ Attac France à Montreuil, le 12 décembre 2007 ]

>> *Société civile organisée*

## Extraits du PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2007 de la PLATE-FORME NATIONALE des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNSCM) – Décembre 2006

La Convention nationale du 20 au 23 juin 2005 à Antananarivo, qui a rassemblé des centaines d'associations et ONG représentant les organisations de la société civile des 22 Régions de Madagascar, [a marqué la création officielle de la Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNSCM)], aboutissement d'un processus complexe d'efforts soutenus de sensibilisation, de mobilisation et de mise en cohérence des valeurs identitaires et des visions communes fondatrices de ce que sont les caractéristiques particulières de la société civile malgache face aux défis qu'imposent la lutte contre la pauvreté et la promotion d'un développement humain durable. Les membres du

CNOSS (Comité National d'Orientation et de Suivi Stratégiques) ont été élus au cours de cette convention qui a également défini les axes d'orientation stratégique de la PFNSCM.

Depuis la mise en place de la PFNSCM, des réalisations ont été effectuées, notamment :

- la finalisation et la validation des STATUTS de la Plate-Forme Nationale
- la mise en place du Secrétariat Exécutif National
- le renforcement des capacités des membres du Conseil National d'Orientation Stratégique et de Suivi (CNOSS) en matière de maîtrise des cadres nationaux, régionaux et mondiaux ;

- la mise en place des plates-formes régionales comme celles d'Anosy, d'Androy et d'Atsimo-Andrefana dans la province de Toliary, celle d'Alaotra Mangoro dans la province de Toamasina, celle d'Atsimon'i Mania dans la province de Fianarantsoa,
- l'organisation d'Ateliers d'Information, de Formation et de Concertation sur la définition participative des axes d'orientation stratégique du PFNSCM pour 2005-2010 ;
- l'instauration d'un nouveau partenariat avec **le secteur public** avec la contribution active de la PFNSCM dans l'élaboration du MAP-MADAGASCAR ACTION PLAN 2007-2012 et l'entrée de ses représentants dans différents Comités nationaux multipartites comme le *Conseil national pour la Sauvegarde de l'Intégrité-CSI*, le *Comité national de la Justice*, le *Conseil National de la Participation Citoyenne*, l'*Office des Travaux d'Urgence...* ;
- la contribution de la PFNSCM à l'élaboration des Documents des Programmes Pays 2005-2010 du SNU (Système des Nations Unies) dans le cadre de l'UNDAF, de l'Union Européenne dans le cadre des préparatifs du 10<sup>e</sup> FED, de 2008-2012 ;
- la poursuite des échanges et des programmations avec les organisations de la société civile du SUD (pays ACP, COMESA) et du NORD.

Les problématiques auxquelles elle doit faire face reposent essentiellement sur :

- le renforcement de la participation des citoyens dans la gestion des affaires publiques ainsi que la maîtrise de leurs droits et de leurs devoirs pour être des citoyens responsables ;
- le renforcement des capacités mobilisatrice, organisationnelle, institutionnelle et technique de la Plate-forme Nationale en général et des Plates-formes régionales et thématiques en particulier pour les rendre fortement légitimes, proactives, percutantes et efficaces ;
- l'amélioration des niveaux d'information et de maîtrise des cadres de référence locaux, nationaux, régionaux et internationaux, pour faciliter : la participation dans les réflexions autour des problématiques de base, la contribution de qualité dans la conception des programmes et stratégies de développement, ainsi que la participation et le suivi-contrôle dans les mises en œuvre des programmes de développement pour que la pauvreté se transforme en l'amélioration des conditions de vie de chaque citoyen.

Ainsi, malgré les étapes franchies, de grands défis restent à relever pour faire de la PFNSCM une structure « forte, structurée, représentative, crédible, solidaire » et « un interlocuteur incontournable des différents acteurs partenaires au niveau local, national et international », conformément à sa propre vision définie de commun accord durant la Convention nationale.

>> *Société civile et politique*

### **Déclaration commune de la Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM) sur les élections présidentielles du 3 décembre 2006**

La Plate-Forme Nationale des organisations de la société civile de Madagascar (PFNOSCM), réunie à la Résidence d'Ankerana, du 18 au 20 octobre 2006, pour définir ses Orientations et ses Axes d'Actions durant les cinq années à venir dans le cadre mondial et national, considère que les élections présidentielles du 03 décembre 2006 ont une importance décisive pour l'Avenir de la Nation malagasy.

En conséquence, elle rappelle que la raison d'être de la Société civile et de la PFNOSCM consiste à :

- organiser la société civile malagasy pour la promotion d'une Bonne Gouvernance où chaque citoyen connaît ses droits et assume ses responsabilités ;
- contribuer à la promotion d'un développement économique, social et culturel harmonieux et durable, dont les populations des 22 Régions doivent être les premières bénéficiaires ;
- **sauvegarder l'intérêt national et l'unité nationale.**

Ainsi, la PFNOSCM fait cette DECLARATION pour souligner que :

- **ni la PFNSCM, ni les organisations membres de la société civile, conformément à la CHARTE COMMUNE, ne sont pas un Parti politique, et n'ont pas à présenter ni à soutenir un candidat au nom de l'Organisation ;**

- **toutefois, chaque membre, en tant que citoyen, est entièrement libre de se présenter aux élections ou d'apporter son soutien à un candidat selon la voix de sa conscience ;**
- lance un appel au peuple malagasy, à tous les responsables sans exception, aux différents candidats et à leurs partisans pour prendre leur responsabilité respective afin que **la campagne électorale et les élections se déroulent dans la paix, dans la liberté démocratique et dans la transparence ;**
- exhorte chaque citoyen à accomplir son devoir de citoyen en participant au vote ;
- rappelle que c'est un devoir sacré pour la PFNOSCM, pour les organisations de la société civile et pour chaque citoyen, en tant que pilier de la Bonne Gouvernance, d'observer le bon déroulement des élections afin de veiller à la vérité des urnes.

Fait à Antananarivo, le 20 octobre 2006

*Au nom de la Plate-Forme Nationale rassemblant les Plates-Formes des 22 Régions et les Plates-Formes thématiques.*

*- La Présidente : Mme Lalao RANDRIAMAMPIONONA*

*- Le Secrétaire Général : Mr PATRICE*

>> *La parole à Lalao Randriamampionona*

### **Interview de la Présidente de la PFNOSCM**

**par *La Lettre du Consortium de solidarité avec Madagascar* - Juillet 2007**

**La Lettre du Consortium :** *Je voudrais revenir sur le MAP"- qui pour l'opinion publique est un Plan du Gouvernement – pour parler rapidement. Comment la Société Civile sent sa participation, son implication et son interpénétration avec le MAP ?*

**Lalao Randriamampionona :** Le MAP est la feuille de route du gouvernement, comme le gouvernement l'appelle. Ou la stratégie

du gouvernement pour conduire le pays pendant cinq ans. À notre avis, il est clair et c'est correct quand on dit que c'est une stratégie ou un Plan d'action gouvernementale puisque les fonctions régaliennes de l'Etat veulent que c'est l'Etat qui anime, coordonne et programme, suit et contrôle la conduite du développement dans un pays. C'est son droit et son devoir de mettre en place d'abord une stratégie pour conduire l'ensemble des acteurs. Mais je pense

que votre question signifie : est-ce que la Société Civile a vraiment participé à l'élaboration du MAP ? Et pour cela, au nom de la PF, je peux dire : « oui » parce qu'il faut dire aussi que toutes les OSCM (Organisations de la Société Civile de Madagascar) ne sont pas membres de la PF.

Par exemple, la première fois que le gouvernement a informé le public sur le fait qu'il va mettre en place un plan d'action (cela ne s'appelait pas encore MAP), nous avons été invités. Le représentant du gouvernement a dit que les priorités allaient être la santé, l'éducation... Je ne me souviens plus des autres secteurs. Le représentant de la SC – devant tous les bailleurs et plusieurs ministres et les représentants des différents acteurs, a dit : « Nous sommes d'accord pour la mise en place d'un plan d'action. Mais à notre avis, il y a ce que l'on appelle les priorités permanentes, dont la santé, l'éducation etc.. mais il y a des priorités urgentes. Et à notre avis, la priorité urgente est la gouvernance et les infrastructures routières, parce que nous avons fait des enquêtes dans plusieurs communes et les priorités de toutes les communes où nous avons mené ces enquêtes étaient en premier la gestion communale, c'est la gouvernance : Comment mettre en place un PCD (Plan Communal de Développement) ? Comment gérer financièrement et sur le plan comptable les affaires de la commune ? Donc la gouvernance et les infrastructures. Nous nous sommes référés à ces enquêtes et à notre connaissance des réalités à la base et nous avons dit publiquement que les priorités urgentes étaient la bonne gouvernance, les infrastructures, notamment routières, et le développement rural. Ensuite, la santé etc.

L'Union Européenne était présente – c'était à l'occasion du passage d'une mission de Bruxelles – et, au bout d'un certain temps, nous nous sommes rendus compte que lorsque le gouvernement a sorti le premier *draft* pour avoir les propositions des différents acteurs, la gouvernance a figuré. Cela ne signifie pas que nous étions les seuls à avoir fait cette proposition mais nous l'avons fait les premiers publiquement ; ils ont dû faire des analyses et l'ont retenue.

La deuxième chose est que la PF a été appelée, comme je l'ai déjà dit, pour mobiliser la SC, pour faire des consultations – on en a déjà parlé – et à la restitution de l'avant dernier Plan du MAP, et surtout à la restitution publique au palais des Sports, nous nous sommes rendus compte que pas mal de points que nous avons proposés ont été pris alors qu'ils n'étaient pas présents dans les plans précédents.

[...] Nous avons été appelés à la présidence : 60 représentants de la société civile dont la plateforme a donné la liste. Nous avons fait des propositions aux différents ministères, connaissant ce que les ministères avaient déjà proposé, la SC a proposé vraiment autre chose, selon son propre point de vue et pour qu'il n'y ait pas de redondance. Et lorsqu'il y a eu restitution générale, un certain nombre de propositions se trouvent dans le MAP. Il y a pas mal de choses à améliorer dans le MAP. Mais les propositions qui n'ont pas été retenues sont « tout ce qui concerne le 'genre' ». Parce que la Société civile et la Plate-forme ont laissé à DRV la charge de faire des propositions pour le 'genre', DRV a d'abord demandé un plaidoyer pour que la promotion du « genre » et de la femme soit un engagement. On l'a répété plusieurs fois mais cela n'a pas marché. On s'est contenté de la promotion du genre comme un 'défi' dans l'engagement n°8 – Solidarité nationale – et même le contenu de ce que nous avons proposé n'a pas été bien retenu mais nous sommes en train de proposer autre chose puisqu'on est maintenant en train d'élaborer le Plan de Mise en œuvre du MAP. Nous poussons un certain nombre de choses qui n'ont pas été retenues dans le MAP.

Il y a donc le genre pour lequel nous n'avons pas du tout remporté de victoire et il y a aussi le Développement Rural. L'accent est particulièrement mis sur l'agro-business et non pas sur les petits paysans alors que nous connaissons réellement l'importance des petits paysans dans le développement de l'agriculture à Madagascar, dans le développement de Madagascar. Il y a là aussi encore pas mal de choses à améliorer selon le point de vue de la PF.

Mais nous suivons étroitement l'évolution du MAP. L'un des axes de nos prochains plaidoyers sera la représentation dans le comité de pilotage du MAP de personnes élues par la SC. Par ailleurs, on dit que le MAP est perfectible, et donc on peut le revoir très souvent, et peut-être chaque année. Donc nous n'allons pas baisser les bras pour améliorer. Dire que c'est le plan d'action du gouvernement, on ne peut pas travailler en-dehors de ce cadre. Donc on ne peut pas rester les bras croisés car nos associations qui travaillent dans le développement rural, c'est-à-dire les organisations paysannes à la base, dans les communes et dans les régions, qu'elles le veuillent ou non, elles travaillent dans ce cadre-là. Donc on ne peut pas s'en extraire, mais la meilleure façon de faire est que ce MAP corresponde vraiment aux aspirations, aux réalités, aux besoins des populations. Par ex, la santé, l'éducation, les routes etc.

Nous sommes également en train de faire un plaidoyer pour les routes rurales, intercommunales etc. qui sont les chemins des populations les plus pauvres : il faut qu'on les améliore. Le développement des routes rurales dans les zones enclavées figure déjà dans le MAP. Maintenant la lutte consiste à obtenir que cela soit vraiment réalisé d'ici cinq ans.

**La Lettre du Consortium** : *Lors des différents évènements qui se sont déroulés dans le pays, certains observateurs extérieurs ont fait des commentaires sur l'absence ou l'insuffisance d'expression de la société civile et de la Plateforme, par exemple lors du changement de la Constitution, est-ce que vous auriez quelques mots à nous dire sur ce sujet, s'il vous plaît ?*

**Lalao Randriamampionona** : Pour répondre à cette question et pour réfléchir ensemble sur ces problématiques, il faut se mettre dans le contexte concret de Madagascar. Nous avons déjà reçu un certain nombre de critiques ou de propositions « il faut que vous fassiez des déclarations dans la presse sur ce point-ci, ce point-là... » Il y a 3 choses à clarifier :

1/ Dans les questions de déclarations, il faut toujours bien voir les questions de stratégie et de tactique car une OSCM n'est pas une organisation qui travaille dans le désert. C'est toujours dans un cadre socio-politique et économique très précis.

2/ Quel est l'impact de ce que l'on va dire ou de ce que l'on va faire sur les populations, à la base d'abord ? Est-ce que leurs intérêts sont vraiment touchés par le thème ou le problème qui se pose ?

3/ Voir comment avoir le maximum d'effet sur le problème qui se pose...

1/ par rapport à la tactique et à la stratégie, quelle est la priorité actuellement à Madagascar ? À propos des élections ou du changement de constitution, le problème est que nous avons été informés de ce changement 15 ou 20 jours auparavant, sur le fait que nous devons faire des propositions etc. Lorsqu'on fait des propositions, il faut bien connaître la Constitution et bien connaître ce que veulent les citoyens de Madagascar. Nous, notre souci est toujours les citoyens. Comme la PF vient de se mettre en place, on aurait dû d'abord avoir des spécialistes au sein de la PF, qui connaissent bien la Constitution, qui connaissent également les différents problèmes qui se posent à nous par rapport à la

Constitution, les points sur lesquels il faut faire des propositions de changement. Pour l'instant, nous n'avons pas, et nous sommes en train de mettre en place une équipe de juristes, parce que les juristes aussi sont différents : est-ce qu'il y a des juristes qui défendent vraiment les intérêts des populations ? Il y a des juristes qui sont – opportunistes – il y a des juristes qui ne vont pas du tout dans le sens des populations. C'est l'un des problèmes sur lesquels il faut réfléchir chaque fois.

Par exemple DRV a une équipe pluridisciplinaire sur les différents secteurs ou différents thèmes. La PF n'en a pas encore. Nous avons donc pas encore ce genre d'équipe, c'est une lacune. C'est parce que nous venons de nous mettre en place.

2/ Quelles propositions faire – et c'est lié – au premier point.

À notre avis, quand on ne connaît bien ni la chose ni ce qu'on va faire, il vaut mieux se taire parce qu'on risque d'aller à l'encontre des intérêts de la population.

Par ailleurs, en principe lorsqu'on va faire une déclaration – et c'est ce que la PF a fait par exemple pour les élections présidentielles –, c'est l'ensemble des responsables qui ont été consultés. Ils ont tous été d'accord pour faire la déclaration que nous avons publiée dans le cadre des élections présidentielles. Dans le cas de la Constitution, il nous a été impossible de le faire notamment par manque de temps.

Donc pour la Constitution, nous aurions peut-être dû faire une déclaration pour dire que nous n'étions pas d'accord et déclarer des généralités. Cela n'a pas d'intérêt.

La leçon que je tire en termes de tactique et de stratégie est qu'il faut que la PF se renforce. Et actuellement elle est en train de le faire. On tient compte de son avis, de ce qu'elle est. Et là nous avançons. Mais nous demander des choses que nous ne pouvons pas encore faire actuellement, c'est autre chose.

Je me souviens que même pendant le processus préparatoire, on nous avait demandé pas mal de choses : faire des déclarations

etc. La question de priorité est vitale. À l'époque on se demandait : si quelqu'un fait une déclaration sur ceci ou cela, on risque gros pour une si petite chose, on était en train de mettre en place la PF, on n'était pas encore mis en place. Et on demandait certaines choses à la PF, je dirai que c'est la vie de la PF qui aurait été mise en cause si on avait dit trop de choses. Maintenant nous avançons et je pense que d'ici un an nous serons en mesure de faire un certain nombre de déclarations, mais pas sur des questions qui ne touchent pas vraiment la vie des populations et la vie de la bonne gouvernance. Bien sûr la Constitution concerne la vie de la bonne gouvernance, mais il y a encore un certain nombre – je dirai – de conditions à mettre en place avant que Madagascar ait vraiment une bonne Constitution.

Je ne sais pas si j'ai été trop générale en disant que nous avançons. Mais je voudrais prendre un cas concret. Par exemple, les travailleurs déflatés des banques, il y a 3 ou 5 ans, ont été obligés soit de partir à la retraite, soit de démissionner, on les a fait partir à cause du changement du système bancaire à Madagascar. Jusqu'à maintenant, un grand nombre n'a pas touché la totalité des indemnités qu'on leur devait et à cours d'actions, les déflatés ont approché la PF il y a deux mois. Je ne peux pas dévoiler les démarches que la PF a fait avec les déflatés, mais à notre avis, cela commence à avancer. Vu le poids que la PF a maintenant, la PF a accompagné les déflatés auprès du Ministère de la Justice qui a repris le dossier alors que cela a stagné pendant 3 ans. Je ne voudrais pas dévoiler d'autres actions car il s'agit souvent de dossiers délicats. Il vaut mieux que les démarches aboutissent au moins en partie avant d'en parler.

**La Lettre du Consortium :** *Merci Madame la Présidente ! Et tous nos vœux de réussite à la Plateforme des OSC de Madagascar !*

>> *Propos recueillis par La Lettre du Consortium*

>> *FITIA* («*Fight against trafficking and abuse*»)

## **DRV s'investit à fond dans la lutte contre le trafic des personnes**

Le 11 octobre 2007 eut lieu à Antananarivo à l'INIFRA (Institut National de l'Infrastructure) à Alarobia le lancement officiel par le Comité DRV du Programme FITIA («*Fight against trafficking and abuse*») sur la lutte contre le trafic de personnes.

Dans la déclaration de Palerme (Italie/Sicile) de 2000, le trafic de personnes est défini comme le déplacement d'une personne d'un lieu à un autre, son hébergement et son exportation illicites et clandestins obtenus par la force, la menace ou la ruse afin de l'exploiter. A cet égard, un certain nombre d'enquêtes réalisées au cours des 2 dernières années ont montré l'aggravation du trafic de personnes à Madagascar ainsi que les zones à risques dont celles de Nosy-Be, Toamasina et Tuléar. D'autre part, le trafic de personnes à Madagascar se présente sous diverses formes, allant de l'exploitation dans le travail domestique en passant par l'exploitation sexuelle, l'adoption illicite, la mendicité organisée, le trafic d'organes, jusqu'à certaines formes actuelles du mariage précoce ou arrangé.

Dans le plan d'action pluriannuel 2005-2010 de DRV, la lutte contre le trafic de personnes est une composante de l'axe d'action stratégique «*Lutte contre la violence*». L'organisation est donc engagée dans le programme FITIA en partenariat avec CRS Madagascar (Catholic Relief Service) financé par l'USAID et va le

mettre en œuvre dans les trois zones précitées au cours de l'année 2008.

Le Programme comporte 2 objectifs à la fois spécifiques et étroitement liés.

- Le premier consiste à informer, sensibiliser et mobiliser les populations et tous les acteurs en vue de la lutte contre le trafic de personnes. DRV est chargé de la mise en œuvre du programme pour atteindre ce premier objectif.

- Le second objectif porte sur la prévention et/ou la prise en charge des victimes aux plans juridique, médical, conseils... Ce sont d'autres organisations qui en ont la charge comme la FAFED (Fédération des Associations Femmes et Développement) à Toamasina notamment.

En raison de la complexité du problème, tous les acteurs sont mobilisés et travaillent en partenariat avec DRV, dont les ministères concernés au nombre de 7 et leurs services déconcentrés dans les 3 zones, les artistes, les travailleurs des mass media, les élèves en cycle secondaire, les jeunes et les parents d'élèves, les autorités à la base, les organismes internationaux comme le Système des Nations Unies...

Ce lancement officiel au niveau national animé par la troupe traditionnelle Bakomanga, qui sera suivi par le lancement du programme à Nosy-Be, Toamasina et Tuléar, a été marqué par la

présence de SEM Roland Randriamampionona, ministre des Travaux publics et de la Météorologie en tant que « ministre coach » de la région d'Atsimo Andrefana de la zone de Tuléar, la vice-ministre de la Santé, du Planning familial et de la Protection

sociale, du Dr Xavier LEUS, coordonnateur résident du Système des Nations Unies à Madagascar.

>> *Bureau national de DRV*

>> *Voyage solidaire*

### **Témoignage d'un touriste trop curieux et trop bavard de passage à Fort-Dauphin**

L'installation de la société QMM – Rio Tinto – à Fort-Dauphin transforme tellement la ville à tous les niveaux que les habitants qui font attention à ne pas exprimer de commentaires négatifs ou à donner de détails compromettants disent : « Les choses changent trop vite. Personne ne sait où on va ». Les personnes qui ont souvent l'occasion de passer dans cette ville réputée pour avoir été l'un des plus beaux sites de Madagascar poussent un soupir en disant : « On ne reconnaîtra plus cette ville bientôt ».

En traversant la ville, des bureaux attirent soudain votre attention car ils se distinguent par le nombre d'agents de sécurité postés devant leur porte d'entrée : on vous explique qu'il s'agit de QMM. Vous continuez votre chemin sur l'axe principal, un grand panneau montrant un gros camion indique : « Les géants arrivent ». La « traduction » sur deux lignes en parler antanosy\* sur ce panneau signifierait : « Il y a longtemps qu'on les attend. Ils sont enfin là ». La très belle maison à étage vert et jaune au bord de la rue ne porte pas d'identification, mais au fond de la cour un bâtiment visible de l'extérieur porte une pancarte « Rio Tinto ».

Vous poursuivez votre chemin et en arrivant sur les hauteurs, on vous explique que QMM se trouve là-bas du côté du port. Mais comme vous notez que vous ne voyez absolument rien à l'horizon, on vous explique qu'il faut une autorisation pour s'approcher ou visiter. Et lorsque vous promenez votre regard et interrogez votre guide sur la nature des nombreux travaux de construction menés sur une colline en face qui semble avoir été « rasée », il vous répond que ce sont des appartements et surtout des studios destinés aux travailleurs de QMM.

En effet, vers juin-juillet 2007, il existait à Fort-Dauphin environ 400 « ouvriers qualifiés » originaires d'Afrique du Sud et de pays d'Asie : Philippines, Corée et Hong-Kong (?), dont la plupart habitaient dans des chambres d'hôtel qu'ils louaient au mois ou à l'année. Tout au long de 2007, les touristes ont tous rencontré des difficultés à trouver à se loger s'ils n'avaient pas réservé suffisamment à l'avance.

- Mais pourquoi avoir fait venir tant d'ouvriers de l'extérieur alors que les Malgaches formés ou diplômés sans travail sont nombreux ?

- « Parce qu'il n'y aurait pas d'ouvriers qualifiés dans la région et que faire venir des travailleurs d'Antananarivo ou des autres régions de Madagascar aurait coûté plus cher. D'ailleurs les ouvriers non-qualifiés viennent pour la plupart de l'Androy. »

- « Les Malgaches ne possèdent sûrement pas les qualifications requises. »

- « Oui mais depuis le temps que QMM et ce projet existent à Madagascar, ils auraient pu organiser les formations. »

- « Oui mais c'est sûrement la faute des gouvernements qui n'ont pas bien négocié cet aspect-là. »

- « Mais non, faire venir des ouvriers étrangers est la meilleure solution pour eux pour éviter ou limiter les crises sociales. »

- Et l'intervention de l'un des interlocuteurs interrompt toute velléité de réflexion et de contestation : « Mais ceci n'est rien par rapport à ce qui nous attend : les centaines d'ouvriers qui sont là travaillent pour la construction du port et pour QMM dans l'exploitation de l'ilménite. Le contrat déjà signé avec Alcan pour l'exploitation de la bauxite prévoit l'arrivée de plus de 2000 ouvriers de l'étranger vers 2009. »(\*\*)

Les ouvriers qualifiés sont venus sans femme ni enfant. La société QMM aurait pris des mesures drastiques de sanctions jusqu'au licenciement contre certaines catégories de personnel qui seraient surprises en relation amoureuse avec un(e) habitant(e) de la ville et on parle beaucoup d'expansion du Sida sans chiffre bien précis.

Il est évident que l'âge des jeunes filles que l'on croisait aux abords des hôtels était souvent inférieur à 15 ans – évaluation de l'âge faite par des personnes qui connaissent bien la population de la région - et un journal national a publié en première page ce mois de Juillet 2007 le tarif pour le temps passé avec un « jeune homme vierge » à Fort-Dauphin.

Les embouteillages devenaient fréquents dans les rues de Fort-Dauphin, plus des 3/4 des voitures qui circulaient étaient des 4x4, le coût de la vie a augmenté trop rapidement pour la population locale qui en parlait au marché du centre-ville dont l'état n'avait rien à voir avec la « modernisation » apparente de la ville.

Le lycée international « Clairefontaine » appartenant à la belle-famille de la fille du Président de la République a dû ouvrir ses portes en septembre-octobre après plusieurs mois de retard dans la construction des bâtiments en raison de conflits fonciers. Les propriétaires traditionnels des terrains ont réussi à empêcher les travaux tant que le principe d'une indemnisation des expropriés n'a pas été conclu.

>> *Correspondant*

\* Fort-Dauphin est le chef-lieu de la Région Anosy

\*\* A cette époque, Alcan et Rio Tinto n'avaient pas encore fusionné.

>> *Dernière heure : Municipales*

### **« Très Grosse Vacherie » à l'endroit de Monsieur Ravalomanana et de son Tiko-Tim**

Quelques résultats des municipales montrent un certain frémissement dans l'électorat malgache. La participation est légèrement plus importante pour ces élections que dans les précédentes (législatives, présidentielles et surtout referendum). Il est vrai que dans presque tous les pays, où il y a une habitude de voter, même s'il y a toujours de la déception à le faire, les élections locales sont toujours

préférées aux nationales. Les Malgaches viennent de montrer leur savoir-faire politique à cette occasion : à Antananarivo, à Antsirabe, à Mahajanga, par exemple...

- Dans la capitale, décidément surprenante, les électeurs ont remercié la clique Tiko-Tim, dix ans après la prise du pouvoir municipal par Marc Ravalomanana, qui avait cédé sa place après son investiture

mouvementée de 2002 à la présidence de la République, à quelques barons de l'empire Tiko. Le nouvel élu, Andry Rajoelina, 32 ans, n'est pas plus connu que ne l'était Ravalomanana lorsqu'il a été investi Maire d'Antananarivo en 1998. Mais son surnom est déjà reconnu : « Andry TGV »... TGV pour « Tanora (Mala)Gasy Vonona » (déclinaison de « Jeunes malgaches déterminés »).

- À Antsirabe, la tactique du vote blanc qui fait presque jeu égal avec la Maire sortante, candidate à sa réélection, dénote une capacité d'expression digne d'être remarquée.

- À Mahajanga, l'opposition semble très bien installée sur l'ensemble des communes de la Région, ce qui peut redonner du goût à une vie politique démocratique, même si le pouvoir ne change pas de main.

Nous reviendrons sur l'ensemble de ces résultats dans une prochaine *Lettre*.

>> *Revue de presse du 22 décembre 2007*

### **Emeutes post-électorales**

Toujours pas de résultats nationaux officiels. Mais les contestations déterminées de résultats locaux se multiplient et font les gros titres de la presse. Par exemple, à Ambohimandroso (commune voisine d'Ambohibary Sambaina, laquelle est évoquée en page 2 de cette livraison) : « *Ambohimandroso, Soulèvement populaire* » pour *Madagascar Tribune* ; « *Des grenades dispersent des manifestants* », selon *L'Express de Madagascar* ; « *700 grévistes bloquent la RN7* », d'après *Les Nouvelles* ; dans le même article de ce dernier, on apprend que des manifestations de contestation des résultats officiels ont lieu depuis plusieurs jours à Miadanandriana (Manjakandriana), devant la mairie. Dans ces cas, d'après ces articles, ce sont des partisans de candidats « indépendants » qui refusent des résultats déformés en faveur du Tim voire des inversions de scores.

>> *Courrier de lecteurs.*

2002, Madagascar, Antananarivo, place du 13 mai, les réunions se multiplient : « *Il faut chasser Didier Ratsiraka qui exploite le pays et le ruine* ». C'est avec enthousiasme que Marc Ravalomanana est porté à la présidence « *pour un développement rapide et durable* » : la Haute cour a statué.

Octobre 2007, avenue de l'Indépendance : des poteaux reliés par des chaînes canalisent les voitures ; l'espace est dégagé, un beau jardin couvre la place 13 mai. Un beau monument est érigé à Analakely pour rappeler que le Sida guette. À Ampefiloha et Isotry, des grilles bordant le canal restreignent l'accès à cette eau toujours aussi sale. Des ronds-points vastes modèrent les embouteillages à la sortie de la ville. Plus loin les routes sont macadamisées bien que parfois ces travaux hâtifs soient ravagés et reviennent à leur état premier. De nombreux 4x4 luxueux sillonnent la ville... Touristes vous pouvez venir ! Beaucoup de propagande est faite dans ce sens...

Mais il y a de plus en plus de mendiants. Une bonne vingtaine de gosses de tout âge dorment la nuit sur le trottoir de Behoririka ; d'autres, en plein jour, fouillent les poubelles à Antaninarenina et lèchent les poches en plastique qui ont contenu de la nourriture. Le prix du riz est élevé. Les petits commerces informels n'ont jamais

été aussi nombreux mais peu achalandés. Le centre-ville montre la misère : que serait-ce des quartiers extérieurs tel Isotry !

Plus grave, les gens ont peur : même ceux qui ont milité pour le changement ne parlent pas de la situation politique sauf quand ils sont à l'abri des oreilles indiscrettes. Il y a un climat de suspicion : les membres du gouvernement n'ont pas intérêt à manifester quelques remarques, ils sont destitués sinon emprisonnés. Le pouvoir de l'argent règne en maître : des gens sont spoliés de leurs biens acquis de droit coutumier. Le pays reçoit beaucoup d'argent de l'extérieur : les objectifs de ces aides sont déviés vers des intérêts particuliers. Il existe bien un Bianco, service contre la corruption... sans aucune efficacité. Plusieurs de nos amis nous ont dit en aparté : en 5 ans le président actuel a fait pire que l'autre en 25 ans ! Dramatique mais nous avons rencontré en brousse des responsables d'association tels que Gabriel et Sidonie ou Patrick et Lalao qui luttent avec le peu de moyens qu'ils ont pour que la population vive mieux, notre rôle est de les aider autant que faire se peut : ils comptent sur nous...

>> *Pierre et Hedwige*

### **Consortium de solidarité avec Madagascar – *La Lettre***

23 rue Jean Brunet 92190 Meudon – tél. 01.45.34.58.48 – e-mail : [lalettre\\_mada@yahoo.fr](mailto:lalettre_mada@yahoo.fr)  
<http://madagasconsortium.free.fr>

#### **Ont participé à la rédaction de ce numéro :**

J.-Y. Barrère, J.-C. Rabeherifara, N. Sersiron et divers correspondants

Le Consortium possède son site <http://madagasconsortium.free.fr> sur la toile ! Nous vous invitons à le consulter pour y trouver les versions longues de certains articles, des informations sur le fonctionnement du Consortium, ses partenaires etc. N'hésitez pas à nous envoyer des commentaires, précisions, compléments d'information sur le contenu de cette *Lettre*, à l'adresse : [lalettre\\_mada@yahoo.fr](mailto:lalettre_mada@yahoo.fr)